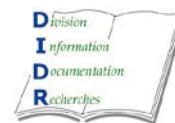


5 mars 2018



Les femmes adultères

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises.

Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008) [cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Cadre juridique.....	3
1.1. Instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays	3
1.2. Cadre juridique national	3
1.2.1 Organisation générale	3
1.2.2. Les ordonnances <i>Hudood</i> et l'ordonnance <i>Zina</i> (1979)	5
1.2.3. Lois de protection des femmes	6
1.2.4. Le traitement de l'adultère dans les autres communautés religieuses	7
3. Situation sociale	8
3.1 Perception générale	8
3.2 Violences à l'encontre des femmes adultères	9
3.2.1 Tolérance du crime d'honneur	9
3.2.2. Application de jugements rendus par les <i>Panchayat</i>	11
4. Attitude des autorités	12
4.1. Les femmes devant la justice pakistanaise.....	12
4.2. Protection des autorités	12
Bibliographie.....	13

Résumé : L'adultère est un délit au regard de la législation pakistanaise. Les femmes qui sont accusées d'avoir commis un adultère sont rejetées socialement et sont victimes de violences aggravées.

Abstract: Adultery is an offence under Pakistani law. Women who are accused of committing adultery are socially rejected and are victims of violence.

Nota : La traduction des sources en anglais est assurée par la DIDR.

1. Cadre juridique

1.1. Instruments internationaux adoptés et/ou ratifiés par le pays

En 1996, le gouvernement Bhutto a signé la **Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes** (CEDAW).¹ Cependant, le gouvernement pakistanais a émis une réserve : « l'adhésion du gouvernement de la République Islamique du Pakistan à ladite convention est soumise aux dispositions de la Constitution de la République Islamique du Pakistan »².

1.2. Cadre juridique national

1.2.1 Organisation générale

Le Pakistan est un **Etat fédéral** composé de plusieurs entités territoriales, dont **quatre provinces** (Pendjab, Sindh, Khyber Pakhtunkhwa, Balouchistan). Les **lois fédérales, votées par le Parlement fédéral** (*Majlis-e-Shoora*) et promulguées par le président de la République, s'appliquent **au plan national**, avec l'accord ou à la demande des provinces. Quant aux **parlements provinciaux**, ils peuvent **légiférer dans les domaines prévus par la Constitution**³. Depuis 2010, les lois adoptées par le parlement fédéral n'ont plus la prééminence sur les lois provinciales⁴. Par ailleurs, le Pakistan est un pays de **common law**, où les décisions des hautes juridictions ont force de loi. Une Haute Cour de Justice a été instaurée dans chaque province. Au niveau national, la Cour suprême statue en appel de ces Hautes Cours provinciales.

Le Pakistan est un **Etat islamique**. Les **propositions de lois au plan fédéral** doivent être **examinées par** un comité de religieux musulmans appelé **Conseil de l'idéologie islamique** (*Council of Islamic Ideology*)⁵. En outre, le Tribunal fédéral chariatique⁶ (composé de 8 juges musulmans) peut demander aux parlements fédéral et provinciaux de réviser une loi, si elle n'est pas considérée comme étant conforme aux prescriptions de l'islam⁷.

Enfin, les règles coutumières (non officielles et non promulguées) sont largement utilisées au Pakistan. Sarah Zaman de la fondation *Aurat*, une ONG pakistanaise, considère que la **loi coutumière prévaut sur la loi étatique et la loi islamique**⁸. Ces règles sont appliquées par un **système parajudiciaire tribal**, constitué de tribunaux appelés *panchayat* ou *jirga* (terme pachtoune). Théoriquement, ces derniers rendent des avis consultatifs, mais la coutume leur donne une portée semblable à celles des décisions des tribunaux judiciaires. **Juridiction de proximité**, ce système fonctionne **au niveau**

¹ RATHORE Minah Ali, 27/04/15.

² "The accession by (the) government of the Islamic Republic of Pakistan to the (said convention) is subject to the provisions of the Constitution of the Islamic Republic of Pakistan.", RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p13; Nations unies, *Treaty Collection*.

³ SIAL Omar, 11/2013.

⁴ Global Legal Monitor, 15/11/2016.

⁵ ZAMAN Sarah, Aurat Foundation (ONG pakistanaise) et Trocaire (ONG irlandaise), 10/2014, p.25-26; FARAS GHANI, *Aljazeera*, 19/01/2016; YARUQ MALIK, *Dunya*, 31/03/2016.

⁶ Créé en 1983.

⁷ SIAL Omar, GlobalLex, 11/2013; Pakistan, Président de la république (Général Ayub Khan), *Muslim Family Laws Ordinance, 1961 (VIII OF 1961)*.

⁸ "There are at least three broad types of laws prevailing in Pakistan: the state law, the Islamic law and the customary law. The most prevalent law of the country is customary law." ZAMAN Sarah, 10/2014, p.1.

des villages (« village *panchayat* » ou « *inter-village panchayat* ») **et des groupes de parenté** (« *biraderi panchayat* »). Les plaignants n'ont pas besoin de solliciter la police pour saisir ces tribunaux.⁹

Bien qu'ayant été déclaré illégal par la Cour suprême (2002)¹⁰, par la Haute Cour du Sindh (2004) et aboli au Balouchistan (1993), le système des *panchayat* a **été légalisé**¹¹ au début de l'année 2017. En effet, la loi intitulée **Alternate Dispute Resolution (ADR) Bill 2017** a été approuvée par l'Assemblée Nationale et le Sénat (15 mai 2017)¹². Elle a pour objectif de faciliter le règlement des conflits et de lutter contre le retard pris par les tribunaux de droit commun¹³. Avec cette loi, une **affaire en matière civile**¹⁴ peut désormais être **déléguée à un centre de médiation**¹⁵ ou à un ***panchayat (ou jirgas)***, si les deux parties donnent leur consentement¹⁶. Durant les discussions à l'Assemblée Nationale autour de cette loi, des interrogations¹⁷ ont été soulevées au sujet du respect des droits des femmes. Des députés¹⁸ du *Pakistan People's Party* (PPP) ont demandé que les femmes soient représentées dans les centres de médiation et dans les *panchayat*¹⁹. Députée du Mouvement du Pakistan pour la Justice (*Pakistan Tehreek-e-Insaf*, PTI), Shireen Mazari a également exigé que certains aspects de cette loi soient revus, afin qu'elle protège les femmes²⁰.

Par ailleurs, dans son rapport au Comité sur la loi et la justice du Sénat, le sénateur Muhammad Javed Abbasi a relayé les inquiétudes des organisations engagées pour les droits des femmes. Ces dernières souhaitaient alors le retrait de la possibilité de déléguer les affaires conjugales aux *panchayat/jirgas*²¹. Dans un article²² publié sur le site web du journal *The Express Tribune*, l'avocate Benazir Jatoi²³ explique que cette loi est contestable pour deux raisons. Tout d'abord, elle légalise des structures auparavant « inconstitutionnelles, illégales et informelles »²⁴. Benazir Jatoi écrit à ce sujet : « Dans leur vision tordue de la vengeance, les *jirgas* ont ordonné de vendre des femmes pour régler des différends et ont ordonné le viol ou le meurtre de femmes »²⁵ (voir *infra*). L'avocate soulève ensuite le problème lié au consentement mutuel. Il est, pour elle, un idéal inatteignable au Pakistan puisque cela sous-entend que les deux parties doivent être égales²⁶. Cependant, la loi a été adoptée et le **Pendjab l'a déjà transposée dans sa législation**²⁷. Actuellement, un projet de loi, intitulé *Code of Civil procedure (Sindh*

⁹ Virtual University of Pakistan, *Conflict Management HRM624*, p. 152-155.

¹⁰ *La Dépêche*, 06/08/2017.

¹¹ RAZA Syed Irfan, *Dawn*, 03/02/2017.

¹² HAQ Riazul, *The Express Tribune*, 16/05/2017.

¹³ Pakistan, Senator Muhammad Javed Abbasi, *The Alternate dispute resolution Bill 2017*, Report of the standing committee on law and justice (N°45) ; *La Dépêche*, 06/08/2017.

¹⁴ *Dawn*, 19/01/2017 ; RAZA Syed Irfan, *Dawn*, 03/02/2017.

¹⁵ KHAWAR Hassan, *The Express Tribune*, 13/02/2018

¹⁶ *Dawn*, 19/01/2017 ; HUSSAIN Danish, *The Express Tribune*, 04/02/2017.

¹⁷ RAZA Syed Irfan, *Dawn*, 03/02/2017.

¹⁸ Nafeesa Shah a par exemple dénoncé les femmes étaient exploitées par le système des *jirgas* et des *panchayat*. HUSSAIN Danish, *The Express Tribune*, 04/02/2017.

¹⁹ RAZA Syed Irfan, *Dawn*, 03/02/2017.

²⁰ HUSSAIN Danish, *The Express Tribune*, 04/02/2017

²¹ Pakistan, Senator Muhammad Javed Abbasi, *The Alternate dispute resolution Bill 2017*, Report of the standing committee on law and justice (N°45).

²² JATOI Benazir, *The Express Tribune*, 06/03/2017.

²³ Avocate, elle travaille également pour la fondation *Aurat*.

²⁴ "The attempt to legalise unconstitutional, illegal and informal 'judicial' structures", JATOI Benazir, *The Express Tribune*, 06/03/2017.

²⁵ "Jirgas have ordered the sale of women to settle disputes and ordered rape and the killing of women in their warped understanding of retribution.", JATOI Benazir, *The Express Tribune*, 06/03/2017.

²⁶ JATOI Benazir, *The Express Tribune*, 06/03/2017.

²⁷ Pakistan, *the Punjab Alternate Dispute Resolution Act 2017*.

Amendment) Bill 2017, est étudié par l'assemblée du Sindh pour incorporer le système ADR dans la législation²⁸.

1.2.2. Les ordonnances *Hudood* et l'ordonnance *Zina* (1979)

Le processus d'islamisation du système juridique pakistanais s'est renforcé sous le régime militaire du **général Zia-ul-Haq**²⁹ qui a imposé, **en 1979, les ordonnances *Hudood*** (5). Leurs dispositions sanctionnent le vol (*Qazf Ordinance*), l'ébriété (*Prohibition Ordinance*), le viol et l'**adultère**³⁰ (***Zina ordinance***), et les fausses accusations (*Offences Against Property Ordinance*). Une des ordonnances concerne l'exécution du châtiment (*Execution of Punishment of Whipping Ordinance*)³¹.

Selon l'ordonnance sur le *Zina*, l'infraction **de *Zina*** est commise par un homme et une femme « qui ont **délibérément une relation sexuelle sans être mariés** »³². En outre, l'infraction de *Zina bil jabr*³³ concerne le viol commis en dehors du mariage³⁴.

Jusqu'en 2006, ces infractions pouvaient être qualifiées de deux manières. Lorsqu'elles étaient qualifiées de *Hadd*³⁵ (en droit musulman, les peines légales prescrites par le Coran ou la Sunna, non modulables par le juge car ordonnées par Dieu), les sanctions étaient précises et déterminées. Dans le cas où les preuves étaient insuffisantes mais que l'accusé ne pouvait pas être disculpé³⁶, l'infraction était qualifiée de *Tazir*³⁷ (ce qui renvoie, en droit musulman, aux peines modulables par la juridiction), la peine pouvait alors varier.

La qualification de *Hadd* était passible de la **peine de mort par lapidation** lorsque l'infraction (de *Zina* ou *Zina bil jabr*) était commise par des **musulmans mariés** (*muhsan*)³⁸, ou d'un châtiment corporel consistant en cent coups de fouet, exécuté dans un lieu public, lorsque les individus en cause étaient des musulmans non mariés (*not muhsan*)³⁹. La qualification de *Tazir* pour le crime de *Zina* était passible d'un châtiment de 30 coups de fouet, d'une peine pouvant aller jusqu'à 10 ans d'emprisonnement et d'une amende⁴⁰. Cette peine était alourdie à 30 coups de fouet et 25 ans d'emprisonnement pour le crime de *Zina bil jabr*.⁴¹ Selon différentes sources⁴², **aucune femme n'a été condamnée (dans le cadre du système juridique officiel) à la peine**

²⁸ SAMAR Azeem, *The News*, 26/02/2018 ; MANSOOR Hasan, *Dawn*, 27/01/2018.

²⁹ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.7.

³⁰ *Ibid.*, p.9.

³¹ BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.9.

³² "A man and a woman are said to commit 'Zina' if they wilfully have sexual intercourse without being validly married to each other. Explanation: Penetration is sufficient to constitute the sexual intercourse necessary to the offence of Zina.", Article 4, *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979* (VI of 1979), *the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979* (VII of 1979). Le terme "validly" fut par la suite retirée (Protection of Women Act, 2006).

³³ *Ibid.*, Article 6. Le délit de *Zina bil jabr* fut par la suite supprimé (*Protection of Women Act, 2006*).

³⁴ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.10.

³⁵ Article 2 (b), *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979* (VI of 1979), *the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979* (VII of 1979).

³⁶ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.9.

³⁷ *Ibid.*, Article 2 (e). Ce paragraphe fut par la suite retiré (*Protection of Women Act, 2006*).

³⁸ Article 5, Paragraphe 2 (a), *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979* (VI of 1979), *the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979* (VII of 1979).

³⁹ *Ibid.*, Article 5, Paragraphe 2 (b).

⁴⁰ *Ibid.*, Article 10, Paragraphe 2.

⁴¹ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.10.

⁴² Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH) ; Minah Ali Rathore, Etudiante à la *School of Public Policy Capstones*, à l'université du Massachusetts à Amherst (UMass Amherst) ; MEHDI Rubya, *Droits et culture*, n°59, 2010.

de mort par lapidation en étant accusée du délit de *Zina*⁴³. Cependant, certaines sources dénoncent les failles de cette loi, comme l'**absence de distinction et la confusion**⁴⁴ effectuée **entre l'adultère et le viol**⁴⁵.

Le crime de *Zina* concernait donc le viol, la relation sexuelle⁴⁶ et l'adultère⁴⁷, et les contrevenants étaient passibles des mêmes sanctions⁴⁸. Généralement, les **viols étaient qualifiés juridiquement comme des adultères**. En effet, le témoignage de quatre hommes musulmans (ou non-musulmans selon l'appartenance communautaire de la victime) devait appuyer la plainte, ce qui est en pratique extrêmement difficile à produire.⁴⁹ En outre, en déposant une plainte, elle admettait avoir eu une relation sexuelle avec un homme. Elle pouvait alors être accusée et condamnée pour *Zina*. Elle pouvait également être accusée de fausse accusation (« *false claim of zina* »).⁵⁰ Par ailleurs, le coupable était souvent exonéré puisque la loi sur les preuves (*Law of Evidence*, 1984⁵¹) considère que le témoignage de deux femmes équivaut à celui d'un homme.⁵²

Actuellement, **l'accusation de *Zina* est également utilisée à l'encontre des femmes pour d'autres motifs que l'adultère**⁵³. Par exemple, si une femme refuse le mari imposé par sa famille et choisit un autre prétendant, son père peut porter plainte pour *Zina* contre le couple non-marié⁵⁴. Un mari divorcé peut également avoir recours à cette accusation pour récupérer sa femme⁵⁵. Par ailleurs, si une femme menace de quitter son mari, ce dernier peut alléguer cette accusation contre elle⁵⁶. Selon Asma Jahangir, juriste et militante des droits de l'homme au Pakistan⁵⁷, **des centaines de femmes sont ainsi arrêtées pour adultère après avoir été dénoncées par leur mari**⁵⁸.

1.2.3. Lois de protection des femmes

En 2006, la loi dite ***Protection of Women Act (PWA)*** a été adoptée sous la présidence du général Pervez Musharraf⁵⁹. Cette loi a **modifié** deux des cinq ordonnances *Hudood*⁶⁰ (dont l'**ordonnance sur le *Zina***) ainsi que le **Code pénal pakistanais** de 1860⁶¹. Elle **distingue le viol de la relation sexuelle et de**

⁴³ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.10.; Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), 02/2007, p.16.

⁴⁴ Article 6, Paragraphe 1 (d), *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979* (VI of 1979), *the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979* (VII of 1979).

⁴⁵ BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.2 et p.11.

⁴⁶ "fornication".

⁴⁷ *Ibid.*, p.2.

⁴⁸ *Ibid.*, p.9.; MEHDI Rubya, *Droits et culture*, n°59, 2010.

⁴⁹ Article 8 (b), *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979* (VI of 1979), *the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979* (VII of 1979). Le nombre était le même concernant les individus non-musulmans. ; RATHORE Minah Ali, *Women's Rights in Pakistan: The Zina Ordinance & the Need for Reform*, School of Public Policy Capstones, 27/04/15, p.9.

⁵⁰ BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.14.

⁵¹ *The Qanun-e-Shahadat*, 1984.

⁵² "The testimony of two women is admissible only as one reliable source.", BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.11.

⁵³ MEHDI Rubya, *Droits et culture*, n°59, 2010.

⁵⁴ ALAVI Hamza, *Pakistani Women in a changing society*; MEHDI Rubya, 2010.

⁵⁵ *Ibid.*

⁵⁶ ALAVI Hamza, *Pakistani Women in a changing society*.

⁵⁷ Elle a notamment été Secrétaire de la Commission des droits de l'Homme du Pakistan.

⁵⁸ ALAVI Hamza, *Pakistani Women in a changing society*.

⁵⁹ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.12.

⁶⁰ *Ibid.*, p.14.

⁶¹ BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.12.

l'adultère⁶². En effet, l'infraction de *zina-bil-jabr* a été retirée de l'Ordonnance sur le *Zina* et intégré dans le Code pénal pakistanais⁶³.

La WPA a été critiquée et confrontée à une forte opposition de la part de partis religieux, comme le Conseil uni d'action (*Muttahida Majlis-i-Amal*, MMA)⁶⁴. Selon la journaliste Shehar Bano Khan⁶⁵ et Shirin Gul⁶⁶, la WPA a restauré le principe de la présomption d'innocence⁶⁷. Par ailleurs, celles-ci expliquent que la police doit avoir un mandat d'arrêt décerné par une juridiction compétente pour arrêter les individus soupçonnés d'adultère et les placer en détention provisoire⁶⁸. Pour elles, cette loi a également permis de ne plus appliquer la peine de mort et les châtiments corporels⁶⁹. Cette information est démentie par plusieurs sources internationales⁷⁰ qui indiquent que, au Pakistan, **la peine de mort peut être appliquée (selon la loi) à 27 infractions dont l'adultère**⁷¹. Ces sources se réfèrent à la section 5 de l'ordonnance sur le *Zina* (voir *supra*).

Par la suite, plusieurs **lois**⁷² ont été votées dans le but de **diminuer les violences faites aux femmes**. En effet, au **plan national**, une loi de 2011⁷³ définit⁷⁴ les crimes à l'acide et les sanctionne par une peine supérieure à 14 ans d'emprisonnement et une amende⁷⁵. Une autre loi adoptée en 2011 criminalise les pratiques violentes envers les femmes⁷⁶. Au **niveau provincial**, le parlement du Pendjab a voté une loi dite *Punjab Protection of Women against Violence Act*⁷⁷ en 2016⁷⁸.

1.2.4. Le traitement de l'adultère dans les autres communautés religieuses

Selon l'avocate indienne Nitya Ramakrishnan, l'ordonnance sur le *Zina* **s'applique également aux individus non-musulmans**⁷⁹. A ce sujet, le Comité spécial sur le statut de la femme de la Commission Nationale (NCSW) a suggéré en 2003 qu'en la matière, les communautés non-musulmanes se réfèrent à leur loi sur le statut personnel⁸⁰.

⁶² *Ibid.*, p.2; Article 5A, *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979 (VI of 1979), the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979 (VII of 1979)*. Cet article a été ajouté par le PWA en 2006. ; Australie, Department of Foreign Affairs and Trade, *DFAT Country information report Pakistan*, 01/09/2017, p.30.

⁶³ Article 375, Chapter XVI-A, *Pakistan Penal Code*, 1860.

⁶⁴ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.14.

⁶⁵ Journaliste et écrivaine, elle publie notamment des articles dans les journaux pakistanais *Friday Times*, *The Frontier Post* et *Dawn*.

⁶⁶ A contribué au rapport pour le CMI.

⁶⁷ BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.14.

⁶⁸ *Ibid.*, p.15.

⁶⁹ *Ibid.*, p.14.

⁷⁰ Département des affaires étrangères et du Commerce australien, Commission pakistanaise des droits de l'Homme, Fédération international des ligues des droits de l'Homme (FIDH).

⁷¹ Australie, Department of Foreign Affairs and Trade, *DFAT Country information report Pakistan*, 01/09/2017, p.34; *Death penalty offences*, Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), 25/03/2015; Fédération international des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), 02/2007, p.5.

⁷² RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.12.

⁷³ *The Acid Control and Acid Crimes Prevention Bill* (2011).

⁷⁴ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.15.

⁷⁵ *Ibid.*, p.16.

⁷⁶ *The Prevention of Anti-Women Practices Act*, 2011; Etats-Unis, US Department of State, 03/03/2017.

⁷⁷ *The Punjab Protection of Women against Violence Act* 2016.

⁷⁸ Australie, Department of Foreign Affairs and Trade, *DFAT Country information report Pakistan*, 01/09/2017.

⁷⁹ Nitya Ramakrishnan, SAGE India, 504p., 07/06/2013, p176; *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979 (VI of 1979), the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979 (VII of 1979)*.

⁸⁰ *Dawn*, 17/11/2003.

En effet, dans la **loi sur le statut personnel de la communauté chrétienne**⁸¹, l'**adultère** est reconnu comme pouvant être un **motif de divorce**⁸². La section 10⁸³ de cette loi autorise le mari à demander le divorce, uniquement si sa femme est coupable d'adultère. Il doit également identifier dans sa plainte l'homme avec lequel l'adultère est commis, excepté dans certaines situations⁸⁴. La femme peut quant à elle invoquer plusieurs raisons, couplées avec l'adultère : bigamie, adultère incestueux, désertion couplée avec l'adultère, etc.⁸⁵. **L'accusation d'adultère entraîne une enquête effectuée par le tribunal civil (Court of Civil Judge) qui accorde (ou non) le divorce⁸⁶ ou la séparation juridique.** Le mari peut demander une compensation à l'homme avec qui l'adultère a été commis⁸⁷. Il peut également exiger que ce dernier le dédommage des coûts liés à la procédure juridique⁸⁸. Le tribunal peut également demander à la femme adultère de contribuer financièrement aux dépenses liées à ses enfants ou à celles de son mari⁸⁹.

Jusqu'en 2016, alléguer un adultère était donc la seule manière pour les personnes de confession chrétienne de divorcer. Cependant, le 23 mai 2016, la **Haute Cour de Lahore a restauré la section 7 de cette loi qui avait été retirée par le général Zia-ul-Haq en 1981**⁹⁰. Cette dernière permet aux chrétiens qui souhaitent divorcer de **se référer au Law of Matrimonial Causes (1857)** et de préserver ainsi leur dignité en ne devant pas publiquement accuser leur conjoint d'avoir commis un adultère⁹¹.

Par ailleurs, les mariages effectués au sein de la **communauté hindoue** n'étaient pas reconnus par les lois pakistanaises jusqu'à récemment. Les droits des femmes de cette communauté étaient donc généralement bafoués⁹². Elles étaient par exemple soumises à des conversions et mariages forcés, mais également accusées d'adultère⁹³. A ce sujet, rapport de l'ONG *Minority Rights Group International* dénonce les **fausses accusations d'adultère créées par les forces de police** afin d'extorquer de l'argent aux individus de cette communauté⁹⁴. Cependant, la province du Sindh a récemment reconnu les mariages effectués au sein de cette communauté, ce qui a été suivi par l'Assemblée nationale pakistanaise qui a adopté la loi intitulée *the Hindu Marriage Bill* le 26 septembre 2016⁹⁵.

3. Situation sociale

3.1 Perception générale

⁸¹ *The Divorce Act*, 1869.

⁸² Coalition for Alternate Report on the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICECSR), 04/2017, p.21.

⁸³ Section 10, *The Christian Divorce Act*, 1869.

⁸⁴ *Ibid.*, Section 11.

⁸⁵ *Ibid.*, Section 10.

⁸⁶ *Ibid.*, Section 12 et section 14.

⁸⁷ *Ibid.*, Section 34.

⁸⁸ *Ibid.*, Section 35.

⁸⁹ X, *The Christian Divorce Act*, 1869.

⁹⁰ TANVEER Rana, *The Express Tribune*, 23/05/2016.

⁹¹ AQEEL Asif, *WorldWatchMonitor*, 30/06/2017 ; TANVEER Rana, *The Express Tribune*, 23/05/2016; DILAWRI Shikha, SALIM Ahmad, ISHFAQ Humera, SALEEM Mome, 09/12.2014.

⁹² Global Legal Monitor, 15/11/2016; ALI Kalbe, *Dawn*, 08/12/2014;

⁹³ Global Legal Monitor, 15/11/2016.

⁹⁴ DILAWRI Shikha, SALIM Ahmad, ISHFAQ Humera, SALEEM Mome, Minority Rights Group International, 09/12.2014.

⁹⁵ Global Legal Monitor, 15/11/2016.

Le système patriarcal est très prégnant au Pakistan⁹⁶. Selon Rubya Mehdi⁹⁷, l'environnement juridique et social des femmes pakistanaises est « globalement conservateur »⁹⁸. Shehar Bano Khan et Shirin Gul expliquent que les **femmes** au Pakistan sont des « **citoyens de seconde zone** »⁹⁹. Selon elles, elles évoluent dans un « environnement de pratiques culturelles régressives »¹⁰⁰. Elles subissent une position sociale dictée par les hommes¹⁰¹. Minah Ali Rathore corrobore ce constat puisqu'elle déclare que les violences à l'encontre des femmes sont acceptées par les groupes misogynes et patriarcaux¹⁰².

Cependant, **quelques initiatives promouvant les droits de femmes peuvent être citées**. A cet égard, la campagne intitulée *One Million Signatures* lancée par l'ONU Femmes en 2011 encourageait les citoyens pakistanais à se rassembler pour œuvrer contre les violences faites aux femmes. L'objectif de cette campagne a été atteint, avec comme dernière signature celle du président Asif Ali Zardari¹⁰³.

Certains **organismes** ont été **créés dans le but d'offrir une protection aux femmes victimes de violence**. A cet égard, l'ONG *Dastak*, créée en 1990, met à disposition de certaines femmes et leurs enfants un logement. Elle leur fournit également, entre autres, une aide juridique, un soutien psychologique, ainsi qu'une protection¹⁰⁴. Ce dispositif était destiné à l'origine aux femmes divorcées. Entre sa création et 2015, environ 5 000 femmes ont été prises en charge par cette ONG¹⁰⁵. Cependant, ces dernières étaient qualifiées par certains opposants de « femmes faciles »¹⁰⁶. L'ONG a quant à elle été accusée de tenir un « bordel »¹⁰⁷. Par ailleurs, le rapport *Cause of death : Woman*¹⁰⁸ signale que plusieurs femmes ont été tuées par leur famille en sortant de ce refuge¹⁰⁹.

3.2 Violences à l'encontre des femmes adultères

3.2.1 Tolérance du crime d'honneur

Les personnes accusées d'avoir commis un adultère peuvent être **victimes de violences**, parmi lesquelles les **crimes d'honneur**.

La définition de cette pratique a été insérée dans le Code pénal pakistanais par le *Criminal Law (Amendment) Act* (2004), voté par le parlement fédéral (*Majlis-e-Shoora*)¹¹⁰. En effet : « un "délit commis au nom ou au prétexte de l'honneur" signifie un

⁹⁶ SHAH Bina, *The New York Times*, 27/10/2016.

⁹⁷ Docteure en droit, chercheuse attachée au département des études interculturelles et régionales à l'Université de Copenhague.

⁹⁸ MEHDI Rubya, *Droits et culture*, n°59, 2010.

⁹⁹ *Ibid.*

¹⁰⁰ SHAH Bina, *The New York Times*, 27/10/2016; BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.21.

¹⁰¹ *Ibid.*, p.19.

¹⁰² RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.17.

¹⁰³ Nations Unies, UN Women, 14/08/2012.

¹⁰⁴ Nations Unies, Etude du secrétaire général, 05/2007, p.123.

¹⁰⁵ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.21.

¹⁰⁶ *Ibid.*, "loose women", p.21.

¹⁰⁷ *Ibid.*, "brothel", p.21.

¹⁰⁸ Rapport qui relaye les informations obtenues à la suite d'une enquête sur les violences envers les femmes, effectuée entre 2010 et 2012 par Karin Alfredsson Kerstin Weigl et Linda Forsell. Ce projet a été financé par la *Swedish International Development Cooperation Agency* (Sida) et le *Sigrid Rausing Trust*.

¹⁰⁹ ALFREDSSON Karin, FORSELL Linda, WEIGL Kerstin, Unizon, 2012. *Unizon* se définit comme étant le représentant de plus de 130 refuges et centres pour femmes en Suède.

¹¹⁰ Section 299 (ii), Chapter XVI, *Pakistan Penal Code*, 1860.

délit commis au nom ou au prétexte du *karo kari*, *siyah kari* ou de coutumes ou pratiques similaires »¹¹¹.

Cet acte est passible d'une peine pouvant aller jusqu'à 25 années d'emprisonnement¹¹². Cependant, jusqu'en 2016, la **disposition islamique** relative au *qisas*¹¹³, incorporée en 1990¹¹⁴ au sein du Code pénal, autorisait la descendance ou l'entourage (*wali*) d'une victime de meurtre/crime d'honneur à se venger. Or la section 307¹¹⁵ du Code pénal ajoutait que l'**héritier d'une victime** pouvait renoncer¹¹⁶ à ce droit et **accepter**¹¹⁷ une compensation (*badl-i-sulh*) monétaire, un don de biens (mobiliers et immobiliers), ou un don en nature. La Cour pouvait également fixer le montant d'une rétribution financière (*diyat*)¹¹⁸. **Ces dispositions permettaient aux assassins d'échapper aux poursuites judiciaires.**

Après plusieurs scandales et l'obtention par Sharmeen Obaid-Chinoy d'un *Academy Award* pour son documentaire *A girl in the River : The Price of Forgiveness* (au sujet d'une rescapée d'un crime d'honneur)¹¹⁹, le parlement fédéral a voté une **seconde loi sur les crimes d'honneur**, le 6 octobre 2016. Selon l'ONG *Human Rights Watch*, elle comble « partiellement »¹²⁰ les lacunes de la première. Cet avis est appuyé par Bina Shah¹²¹, dans son article intitulé « Pakistan's Honor-Killing Law Isn't Enough », publié dans le journal *The New York Times*¹²². En effet, elle permet aux héritiers de la victime de pardonner l'assassin s'il est condamné à mort, mais celui-ci effectuera tout de même une peine d'emprisonnement de 12 ans et demi¹²³.

Malgré le renforcement de la loi de 2004 (qui criminalise les crimes d'honneur) par celle de 2016, cette pratique demeure au Pakistan, notamment lorsque la famille, la communauté ou un tribunal tribal considère qu'une personne est coupable d'adultère¹²⁴. Le crime d'honneur porte plusieurs noms, par exemple *karo-kari*¹²⁵ ou *siyah kari*. Le département d'Etat américain rapporte que dans la province du Sindh, les forces de police ont créé une ligne téléphonique spécifique et gratuite dans plusieurs districts (Sukkur, Ghotki, Khairpur et Nausharo Feroze) afin de faciliter la dénonciation des crimes d'honneur¹²⁶. Cependant, généralement commis par des membres de la famille, ces

¹¹¹ "(ii) "offence committed in the name or on the pretext of honour" means an offence committed in the name or on the pretext of karo kari, siyah kari or similar other customs or practices", Section 2, *the Criminal Law (Amendment) Act*, 2004.

¹¹² Section 5, *the Criminal Law (Amendment) Act*, 2004.

¹¹³ "Punishment by causing similar hurt at the same part of the body of the convict as he has caused to the victim or by causing his death if he has committed *qatl-e-Amd* in exercise of the right of the victim or a *Wali*", section 299 (k), Chapter XVI, *Pakistan Penal Code*, 1860. L'expression *Qatl-e-Amd* signifie ici le meurtre d'une personne.

¹¹⁴ BOONE Jon, *The Guardian*, 06/10/2016.

¹¹⁵ "When a *wali* voluntarily and without duress, to the satisfaction of the Court, waives the right of *qisas* under section 309 or compounds under section 310", section 307, Chapter XVI, *Pakistan Penal Code*, 1860.

¹¹⁶ *Ibid.*, Section 309.

¹¹⁷ *Ibid.*, Section 310.

¹¹⁸ *Ibid.*, Section 323.

¹¹⁹ CLARCK Alex, *The Guardian*, 14/02/2016; SHAH Bina, *The New York Times*, 27/10/2016.

¹²⁰ IJAZ Saroop, *Human Rights Watch*, 25/09/2017.

¹²¹ Journaliste et écrivaine pakistanaise.

¹²² SHAH Bina, *The New York Times*, 27/10/2016.

¹²³ *Ibid.*; MASOOD Salman, *The New York Times*, 06/10/2016; BILAL Muhammad, *Dawn*, 06/10/2016; INAYAT Naila, *USA Today*, 06/10/2016.

¹²⁴ Etats-Unis, US Department of State, 03/03/2017.

¹²⁵ *Karo* signifie « black male » et *kari* « black female ». Ces termes désigneraient métaphoriquement les personnes coupables d'adultère. Etats-Unis, US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices 2016 – Pakistan*, 03/03/2017; LARI Maliha Zia, " 'Honour Killings' in Pakistan and Compliance Law", *Aurat Foundation*, 11/2011, p20.

¹²⁶ Etats-Unis, US Department of State, 03/03/2017.

derniers ne sont que peu signalés au moyen de cette ligne téléphonique et ne font donc que rarement l'objet de plaintes.

Ainsi, un homme a par exemple coupé les jambes de sa sœur à la hache en 2012. Cette dernière était partie 3 jours avec un homme et est morte de ses blessures. Son frère a déclaré ne pas regretter son acte, et être soutenu par sa famille. Le mari de cette femme a appuyé les propos de son frère en déclarant qu'il aurait fait la même chose¹²⁷. Par ailleurs, un article publié sur le site web du journal *The Express Tribune* rapporte le cas d'une jeune femme, à Bahal Bhayo (dans le district de Shikarpur dans la province du Sindh), tuée par balle par son cousin, qui la soupçonnait d'avoir une relation extraconjugale¹²⁸.

3.2.2. Application de jugements rendus par les *Panchayat*

Selon le département des Affaires étrangères et du Commerce australien, les **systèmes parajudiciaires tribaux** (voir *supra*) dans les zones rurales condamnent des personnes pour adultère. Ces **jugements** comprennent des **condamnations à mort par lapidation, à des amputations**, ou à avoir le visage noirci pour subir une humiliation publique¹²⁹.

Plusieurs cas sont en effet rapportés par des sources médiatiques. Une affaire ayant eu lieu à Rajanpur (district rural de la province du Pendjab) en mai 2017 a ainsi été largement relayée par la presse pakistanaise. Une jeune femme (âgée de 19 ans), accusant son cousin de l'avoir violée, a été déclarée *Kari*¹³⁰ (voir *supra*) et condamnée à la peine de mort (ou à être vendue¹³¹) pour adultère par un *panchayat*¹³². Selon ces sources médiatiques, elle a été protégée dans un centre mis en place par le gouvernement (voir *infra*) pour les femmes à Rajanpur¹³³. Elle a ensuite porté plainte et quatre membres du *panchayat* ont été arrêtés¹³⁴. Par ailleurs, un article publié sur le site web du journal *International Business Times* rapporte le cas d'une famille ayant porté plainte dans un village du district de Dera Ismail Khan (dans la province du Khyber Pkhtunkhwa) en octobre 2017. Cette plainte concerne une décision prise par un *panchayat* autorisant la famille de la femme d'un homme accusé d'adultère à se venger en déshonorant la sœur de ce dernier. Celle-ci a été torturée et promenée nue dans le village¹³⁵. Toujours à la suite d'une décision rendue par un *panchayat*, une jeune fille de 13 ans a été tuée en juin 2017, après avoir tenté de fuir avec deux hommes, selon le journal *Dawn*¹³⁶. Le journal *Pakistan Today* rapporte également une affaire dans laquelle une jeune fille (âgée de 19 ans) a été tuée par balle par son frère, après avoir été déclarée *Kari* et condamnée à mort par un *panchayat* dans le district de Sukkur, en février 2017¹³⁷.

¹²⁷ JAFFERY Owais, *The Express Tribune*, 24/01/2012.

¹²⁸ *The Express Tribune*, 07/01/2017.

¹²⁹ Australie, Department of Foreign Affairs and Trade, *DFAT Country information report Pakistan*, 01/09/2017, p35.

¹³⁰ QARNI Owais, *The Express Tribune*, 27/05/2017 ; *Hindustantimes*, 28/05/2017.

¹³¹ QARNI Owais, *The Express Tribune*, 27/05/2017 .

¹³² *Independent*, 30/05/2017.

¹³³ *Independent*, 30/05/2017; *Hindustantimes*, 28/05/2017.

¹³⁴ QARNI Owais, *The Express Tribune*, 27/05/2017; *Hindustantimes*, 28/05/2017.

¹³⁵ ROY Ananya, *International Business Times*, 02/11/2017.

¹³⁶ MALIK Abdullah, *Dawn*, 30/06/2017.

¹³⁷ *Pakistan Today*, 10/02/2018.

4. Attitude des autorités

4.1. Les femmes devant la justice pakistanaise

Les **barrières** empêchant l'application de la PWA sont nombreuses. Le **manque d'informations** est prégnant. En effet, Shehar Bano Khan et Shirin Gul informent que dans certaines zones, les femmes ne connaissent pas l'existence de cette la *Protection of Woman Act* (PWA)¹³⁸. Les obstacles sont également sociaux, culturels et structurels. Celles-ci illustrent leur propos par le fait qu'un homme doit accompagner une femme si elle veut porter plainte¹³⁹. Par ailleurs, selon la tradition, une femme ne peut s'adresser à des policiers de sexe masculin. Certains postes de police composés uniquement de femmes ont donc été créés, notamment trois dans la province du Pundjab, dont un à Lahore¹⁴⁰.

Aucune condamnation à la peine capitale par un tribunal officiel n'a pu être trouvée dans les sources publiques consultées en anglais. Cependant, les sources médiatiques mentionnent plusieurs condamnations à mort pour adultère dans les années récentes prononcées par les *panchayat* et exécutées généralement par des particuliers (villageois, membres de la famille, etc.) (voir *supra*).

Outre l'**utilisation frauduleuse de l'accusation de Zina** (voir *supra*), les femmes peuvent être condamnées pour des crimes qu'elles n'ont pas commis, en raison du **fort niveau de corruption** prévalant dans la police et la justice pakistanaise¹⁴¹.

Enfin, selon le département d'Etat américain, la pratique des crimes d'honneur est peu sanctionnée¹⁴².

4.2. Protection des autorités

Quelques initiatives ont été mises en œuvre par le gouvernement. En effet, le département d'Etat américain rapporte que 26 **centres Shaheed Benazir Bhutto** pour les femmes ont ainsi été créés dans le pays. Ils procurent aux femmes une aide juridique, un traitement médical ainsi qu'un soutien psychologique¹⁴³. Au niveau provincial, environ 200 **hébergements** (*Dar-ul-Amans*) de ce type ont été **établis**. Cependant, ils ne fournissent qu'un soutien médical et un abri à ces femmes. Toujours selon cette source, ces hébergements seraient plutôt des lieux d'attente de jugement pour des femmes accusées d'adultère¹⁴⁴.

Par ailleurs, certaines sources spécialisées¹⁴⁵ considèrent que ces **lois et dispositifs** sont **peu efficaces** pour neutraliser les pratiques violentes à l'égard des femmes. Cette source s'appuie sur un rapport de la fondation *Aurat* qui montre notamment que le nombre de crimes d'honneur a augmenté de 12,73% entre 2012 et 2013¹⁴⁶.

¹³⁸ BANO KHAN Shehar et GUL Shirin, 08/09/2017, p.19.

¹³⁹ *Ibid.*, p.18.

¹⁴⁰ Canada, Immigration and Refugee Board of Canada, 15/01/2015.

¹⁴¹ ALAVI Hamza (sociologue), s.d.; IMTIAZ Saba, *The Express Tribune*, Karachi, 15/02/2012 ; Fédération international des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), 02/2007, p.5.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Etats-Unis, US Department of State, 03/03/2017.

¹⁴⁴ *Ibid.*

¹⁴⁵ RATHORE Minah Ali, 27/04/15, p.17.; MEHDI Rubya, *Droits et culture*, n°59, 2010.

¹⁴⁶ *Ibid.*, p.17.

Bibliographie

(Sites web consultés en février 2018)

Ouvrages

Nitya Ramakrishnan, *In custody: Law, Impunity and Prisoner Abuse in South Asia*, SAGE India, 07/06/2013, 504 p.

https://books.google.fr/books?id=w5-HAAQBAJ&printsec=frontcover&dq=In+Custody:+Law,+Impunity+and+Prisoner+Abuse+in+South+Asia&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKewjB89_dgMTZAhVRYSaKH44WBhsQ6AEIJzAA#v=onepage&q=In%20Custody%3A%20Law%2C%20Impunity%20and%20Prisoner%20Abuse%20in%20South%20Asia&f=false

ZAMAN Sarah, *Forced Marriages and Inheritance Deprivation in Pakistan, A Research Study Exploring Substantive and Structural Gaps in the Implementation of Prevention of Anti-Women Practices [Criminal Law Amendment] Act, 2011 in Six Select Districts of Pakistan*, Islamabad, Aurat Foundation (ONG pakistanaise) et Trocaire (ONG irlandaise), 10/2014, 128 p., <http://www.af.org.pk/publications.php>

Textes législatifs

Pakistan, *the Punjab Alternate Dispute Resolution Act 2017*, <http://www.zklawassociates.com/wp-content/uploads/2012/03/ADR-ACT-2017-PUNJAB.pdf>

Pakistan, Senator Muhammad Javed Abbasi, *The Alternate dispute resolution Bill 2017*, Report of the standing committee on law and justice (N°45), http://www.senate.gov.pk/uploads/documents/1494574737_806.PDF

Pakistan, *The Criminal Laws (Amendment) Act, 2017*, Act of Majlis-e-Shoora, Islamabad, 17/02/2017, <http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/104947/128185/F-209506837/PAK104947.pdf>

Pakistan, *The Pundjab Protection of Women against Violence Act 2016 (Act XVI of 2016)*, Provincial Assembly of the Pundjab, 29/02/2016,

<http://punjablaws.gov.pk/laws/2634.html>

Pakistan, *The Criminal Law (Amendment) Act, 2004*,

<http://www.af.org.pk/Important%20Courts%27%20judgement/Important%20legislation/CRIMINAL%20LAW%20ACT%20I%20OF%202005.pdf>

Pakistan, *The Qanun-e-Shahadat*, 1984,

<http://www.ilo.org/dyn/natlex/docs/ELECTRONIC/104951/128184/F-1425954316/PAK104951.pdf>

Pakistan, *Enforcement of Hudood Ordinance, 1979 (VI of 1979), the Offence of Zina (Enforcement of Hudood) Ordinance, 1979 (VII of 1979)*, Presidential Order – N° 4 of 1979, Ministry of Law, Justice and Human Rights, Islamabad, Government of Pakistan, <http://www.refworld.org/docid/4db999952.html>!

Pakistan, Président de la République (Général Ayub Khan), *Muslim Family Laws Ordinance, 1961, (VIII OF 1961)*

<http://www.refworld.org/docid/4c3f1e1c2.html>

Pakistan, *The Divorce Act, 1869,*

<https://www.global-regulation.com/law/pakistan/2948291/divorce-act%252c1869.html>

Pakistan, *Pakistan Penal Code (Act XLV of 1860), 1860,*

<http://www.pakistani.org/pakistan/legislation/1860/actXLVof1860.html>

Institutions gouvernementales

Australie, Department of Foreign Affairs and Trade, *DFAT Country information report Pakistan*, 01/09/2017, 43 p., <https://www.ecoi.net/en/source/12005.html>

Etats-Unis, US Department of State, *Country Report on Human Rights Practices 2016 – Pakistan*, 03/03/2017, <https://www.ecoi.net/en/document/1394543.html>

Canada, Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada, *Pakistan : information sur les ressources offertes aux femmes victimes de violence à Islamabad, à Karachi et à Lahore et les recours à leur disposition (2013-décembre 2014)*, 15/01/2015, <http://www.refworld.org/docid/54ca24714.html>

Pakistan, Human Rights Commission of Pakistan, *Death penalty offences*, 26/03/2015, <http://hrcp-web.org/hrcpweb/death-penalty-offences/>

Institutions intergouvernementales

Nations Unies, *One million sign to end violence against women in Pakistan*, UN Women, 14/08/2012, <http://www.unwomen.org/en/news/stories/2012/8/one-million-sign-to-end-violence-against-women-in-pakistan>

Nations unies, *Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : des paroles aux actes*, Etude du secrétaire général, 05/2007, <https://books.google.fr/books?id=OT2k5I33fCUC&pg=PA123&lpg=PA123&dq=dastak+ong+pakistan&source=bl&ots=NKDvPXzzpl&sig=cuTszTmbjDBjpcIXPkj11M1FO-c&hl=fr&sa=X&ved=0ahUKEwjRkK7I17nZAhWjLcAKHaNZCxsO6AEINjAC#v=onepage&q=dastak%20ong%20pakistan&f=false>

Nations unies, Treaty Collection, *Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW)*,

<https://treaties.un.org/Pages/Declarations.aspx?index=Pakistan&lang=en&chapter=4&treaty=330>

ONG

IJAZ Saroop, "'Honor' Killings Continue in Pakistan Despite New Law", *Human Rights Watch*, 25/09/2017, <https://www.hrw.org/news/2017/09/25/honor-killings-continue-pakistan-despite-new-law>

Coalition for Alternate Report on the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights (ICECSR), *The state of Economic, Social and Cultural Rights in Pakistan : A Joint Civil Society Shadow Report on Economic Social and Cultural Rights*, 04/2017, 49 p., https://www.ecoi.net/en/file/local/1402075/1930_1498117962_int-cescr-css-pak-27229-e.pdf

Global Legal Monitor, *Pakistan : National Assembly passes Hindu Marriage Bill*, 15/11/2016, <http://www.loc.gov/law/foreign-news/article/pakistan-national-assembly-passes-hindu-marriage-bill/>

DILAWRI Shikha, SALIM Ahmad, ISHFAQ Humera, SALEEM Mome, "Searching for Security: the Rising Marginalization of Religious Communities in Pakistan", *Minority Rights Group International*, 09/12/2014, 40 p., <http://www.refworld.org/docid/556eaaf24.html>,

ALFREDSSON Karin, FORSELL Linda, WEIGL Kerstin, "Cause of death : Woman, The Women's Shelter", *Unizon*, 2012, <http://www.causeofdeathwoman.com/>

LARI Maliha Zia, " 'Honour Killings' in Pakistan and Compliance Law", *Aurat Foundation*, 92p., 11/2011, https://www.af.org.pk/pub_files/1366345831.pdf

Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), Human Rights Commission of Pakistan (HRCP), *Slow March to the gallows - Death Penalty in Pakistan*, 02/2007, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/Pakistan464angconjointpdm.pdf>

Centres de recherches

BANO KHAN Shehar, GUL Shirin, *The criminalisation of Rape in Pakistan*, Bergen (Norvège) Christian Michelsen Institute (CMI), Working Paper, n°8, 08/09/2017, 31 p. <https://www.cmi.no/publications/file/6323-the-criminalisation-of-rape-in-pakistan.pdf>

RATHORE Minah Ali, *Women's Rights in Pakistan: The Zina Ordinance & the Need for Reform*, School of Public Policy Capstones, 27/04/15, 29p. https://scholarworks.umass.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=1040&context=cppa_capstones

SIAL Omar, *A Legal Research Guide to Pakistan*, GlobaLex, 11/2013 <http://www.nyulawglobal.org/Globalex/Pakistan1.html#ProvincialGovernments>

MEHDI Rubya, "The Protection of Women (Criminal Laws Amendment) Act, 2006 in Pakistan", *Droits et culture*, 59, 2010, 191-206, <http://journals.openedition.org/droitcultures/2016#quotation>

ALAVI Hamza (sociologue, 1921-2003), "Pakistani women in a changing society", *Economic and Political Weekly*, 25/06/1988, vol. 23, n°26, p. 1328-1330 https://www.jstor.org/stable/4378673?seq=1#page_scan_tab_contents

Virtual University of Pakistan, "Panchayat, local government system and Alternative Dispute Resolution (ADR)", *Conflict Management HRM624*, s.d., 159 p. [http://www.zeepedia.com/read.php?panchayat local government system and adr definitions of panchayat definition of jirga conflict managment&b=30&c=44](http://www.zeepedia.com/read.php?panchayat%20local%20government%20system%20and%20adr%20definitions%20of%20panchayat%20definition%20of%20jirga%20conflict%20managment&b=30&c=44)

Médias

SAMAR Azeem, "Bill to introduce alternate dispute resolution system to be tabled in PA", *The News*, 26/02/2018, <https://www.thenews.com.pk/print/281125-bill-to-introduce-alternate-dispute-resolution-system-to-be-tabled-in-pa>

KHAWAR Hassan, "Governance innovation and land disputes", *The Express Tribune*, 13/02/2018, <https://tribune.com.pk/story/1633091/6-governance-innovation-land-disputes/>

Pakistan Today, « Man kills sister for 'honour' after local jury condemns her to death », 10/02/2018, <https://www.pakistantoday.com.pk/2018/02/10/man-kills-sister-for-honour-after-local-jury-condemns-her-to-death/>

MANSOOR Hasan, "Alternative dispute resolution bill drafted for 'expeditious and inexpensive' case decisions", *Dawn*, 27/01/2018, https://epaper.dawn.com/DetaillImage.php?StoryImage=27_01_2018_117_005

ROY Ananya, "Teenage Pakistani girl allegedly paraded naked by the village heads over brother's love affair", *International Business Times*, 02/11/2017, <http://www.ibtimes.co.uk/teenage-pakistani-girl-allegedly-paraded-naked-by-village-heads-over-brothers-love-affair-1645556>

La Dépêche, « Viol sur ordonnance dans un tribunal traditionnel du Pakistan », 06/08/2017, <https://www.ladepêche.fr/article/2017/08/06/2623883-viol-sur-ordonnance-dans-un-tribunal-traditionnel-du-pakistan.html>

MALIK Abdullah, « Relatives kill teenage girl for 'honour' on tribal jirga's order in Khyber Agency », *Dawn*, 30/06/2017, <https://www.dawn.com/news/1342364>

AQEEL Asif, "Divorce law for Pakistani Christians 'modernised'", *WorldWatchMonitor*, 30/06/2017, <https://www.worldwatchmonitor.org/2017/06/divorce-law-pakistani-christians-modernised/>

Independent, "Pakistan village 'court' sentences woman to death for adultery for saying she was raped", 30/05/2017, <http://www.independent.co.uk/news/world/asia/pakistan-village-court-sentence-woman-death-adultery-rape-punjab-sexual-assault-rajapur-a7762801.html>

Hindustantimes, "Pakistani woman alleges she was raped, 'panchayat' sentences her to death", 28/05/2017, <https://www.hindustantimes.com/world-news/pakistan-woman-alleges-rape-panchayat-sentences-her-to-death/story-xyi7WDc7HgQnm9GBterXbP.html>

QARNI Owais, "Panchayat in Rajanpur orders rape survivor to be killed or sold off", *The Express Tribune*, 27/05/2017, [https://tribune.com.pk/story/1420868/panchayat-
rajanpur-orders-rape-survivor-killed-sold-off/](https://tribune.com.pk/story/1420868/panchayat-rajanpur-orders-rape-survivor-killed-sold-off/)

HAQ Riazul, "Out-of-court settlements: Senate approves Alternative Dispute Resolution Bill", *The Express Tribune*, 16/05/2017, [https://tribune.com.pk/story/1410762/court-
settlements-senate-approves-alternative-dispute-resolution-bill/](https://tribune.com.pk/story/1410762/court-settlements-senate-approves-alternative-dispute-resolution-bill/)

JATOI Benazir, « Alternative Dispute Resolution : The Bill », *The Express Tribune*, 06/03/2017, <https://tribune.com.pk/story/1347841/alternative-dispute-resolution-bill/>

HUSSAIN Danish, « NA clears bill for parallel legal system », *The Express Tribune*, 04/02/2017, <https://tribune.com.pk/story/1316644/na-clears-bill-parallel-legal-system/>

RAZA Syed Irfan, « NA passes bill giving constitutional cover to jirga, panchayat systems », *Dawn*, 03/02/2017, <https://www.dawn.com/news/1312498>

Dawn, "Alternate Dispute Resolution Bill approved", 19/01/2017, <https://www.dawn.com/news/1309323>

The Express Tribune, "Karo-Kari : two women gunned down for 'honour'", 07/01/2017, <https://tribune.com.pk/story/1287690/karo-kari-two-women-gunned-honour/>

SHAH Bina, "Pakistan's Honor-Killing Law Isn't Enough", *The New York Times*, 27/10/2016, [https://www.nytimes.com/2016/10/28/opinion/pakistans-onor-killing-law-
isnt-enough.html](https://www.nytimes.com/2016/10/28/opinion/pakistans-onor-killing-law-isnt-enough.html)

BILAL Muhammad, "Pakistan passes anti-honour killings and anti-rape bills", *Dawn*, 06/10/2016, <https://www.dawn.com/news/1288177>

INAYAT Naila, "Pakistan law cracks down on 'honor killings'", *USA Today*, 06/10/2016, [https://www.usatoday.com/story/news/world/2016/10/06/pakistani-law-cracks-down-
honor-killing/91677520/](https://www.usatoday.com/story/news/world/2016/10/06/pakistani-law-cracks-down-honor-killing/91677520/)

BOONE Jon, "Pakistan makes 'honour killings' punishable by mandatory prison time", *The Guardian*, 06/10/2016, [https://www.theguardian.com/world/2016/oct/06/pakistan-
honor-killing-law-prison-sentence](https://www.theguardian.com/world/2016/oct/06/pakistan-honor-killing-law-prison-sentence)

MASOOD Salman, "Pakistan Toughens Laws on Rape and 'Honor Killings' of Women", *The New York Times*, 06/10/2016, [https://www.nytimes.com/2016/10/07/world/asia/pakistan-toughens-laws-on-rape-and-
honor-killings-of-women.html](https://www.nytimes.com/2016/10/07/world/asia/pakistan-toughens-laws-on-rape-and-honor-killings-of-women.html)

TANVEER Rana, "LHC annuls law that allowed Christian couples to only divorce on adultery charges", *The Express Tribune*, 23/05/2016, [https://tribune.com.pk/story/1108601/lhc-annuls-law-allowed-christian-couples-divorce-
adultery-charges/](https://tribune.com.pk/story/1108601/lhc-annuls-law-allowed-christian-couples-divorce-adultery-charges/)

CLARCK Alex, "The case of Saba Qaiser and the film-maker determined to put an end to 'honour' killings", *The Guardian*, 14/02/2016,

<https://www.theguardian.com/film/2016/feb/14/sharmeen-obaid-chinoy-interview-saba-qaiser-honour-killing-documentary-girl-river-oscar-nomination>

YARUQ MALIK, "The dilemma of child marriage in Pakistan", Islamabad, *Dunya*, 31/03/2016

<http://dunyanews.tv/en/SpecialReport/329208-The-dilemma-of-child-marriage-in-Pakistan>

FARAS GHANI, "Pakistan failure to outlaw child marriage sparks outcry", Doha, *Aljazeera*, 19/01/2016

<http://www.aljazeera.com/news/2016/01/pakistan-child-marriage-160118062004700.html>

ALI Kalbe, "Absence of marriage laws for minorities denies them many rights", Dawn, 08/12/2014, <https://www.dawn.com/news/1149522>

JAFFERY Owais, "Honour killing: Suspect surrenders, 'confident of acquittal'", *The Express Tribune*, 24/01/2012, <https://tribune.com.pk/story/326149/honour-killing-suspect-surrenders-confident-of-acquittal/>

Dawn, « Non-muslims be exempted from Hudood laws : NCSW », 17/11/2003, <https://www.dawn.com/news/125271>